



2^{ème} partie - Mobiliser l'opinion publique en Poitou-Charentes

La question du changement climatique constitue un bouleversement extrêmement profond. L'obligation de réduire fortement nos émissions de gaz à effet de serre va-t-elle déboucher sur une réduction de notre consommation d'énergie, ce qui coïnciderait par ailleurs avec la réduction progressive des stocks d'hydrocarbures qui assurent à eux seuls 57% de l'approvisionnement énergétique mondial ? Comment répondre à la demande à venir des pays en développement et à un accroissement de près de moitié encore de la population mondiale ? La conséquence en sera-t-elle une contrainte forte sur les modes de vie ? Devant de tels enjeux, des progrès technologiques nouveaux permettront-ils d'éviter cette contrainte ? Parallèlement, une évolution des modes de vie peut-elle conjuguer plaisir de vivre, sobriété de consommation et réduction des émissions de gaz à effet de serre ?

✓ *Affronter l'enjeu climatique par la mobilisation citoyenne*

Ce sont là des questions bien lourdes qui touchent au plus profond de l'évolution de notre civilisation. Comment aborder de telles questions ? Le réflexe est de se tourner vers les responsables politiques pour trouver des réponses. Constatons qu'ils ont réagi vite et au plus haut niveau compte tenu de l'ampleur du défi : seulement sept ans se sont écoulés entre la preuve de l'effet de serre à partir de l'analyse des glaces de l'Antarctique en 1985 et le premier traité international sur la question conclu à Rio en 1992. **Néanmoins, les acteurs politiques ne peuvent avancer sur une question de cette ampleur sans qu'un débat intense n'irrigue les sociétés. Il est fort probable que toute volonté politique visant à optimiser l'utilisation des ressources de manière autoritaire [et à contraindre par en haut les comportements] se heurterait à une incompréhension et à un rejet.**

Le moteur qui déclenche la décision d'un individu de réduire ses impacts environnementaux est son appartenance à la collectivité humaine et la nécessité [au sein de celle-ci] de minimiser la dégradation de la planète. Il s'agit de prévenir les conflits que ne manqueraient pas de causer une dilapidation des ressources et une dégradation irréversible de l'environnement. Si l'adhésion se construit dans ce renvoi au global, la démesure des enjeux a aussi un impact négatif. **La disproportion entre les changements à opérer et la portée de l'action individuelle solitaire est telle qu'elle peut déclencher le découragement. L'importance des enjeux ne peut dès lors avoir d'égal que l'intensité du débat démocratique.**

Parce que la moitié des émissions de gaz à effet de serre découlent directement des actes quotidiens des ménages, une prise en charge collective est indispensable. C'est là une réalité qu'aucune avancée technique même décisive ne pourra contourner. Plus précisément, sur les 17 tonnes d'émissions de dioxyde de carbone émises en moyenne nationale par un ménage (de 2,2 personnes et en tenant compte de la part des activités génériques industrielles ou tertiaires), 6,2 proviennent des transports (3,7 du véhicule individuel et 2,5 du transport des marchandises). La gestion des bâtiments constitue le second poste (4 pour le logement, 1,5 pour le tertiaire). Les autres consommations domestiques (électroménager) ont une contribution faible du fait d'une production électrique très peu émettrice de CO₂ en France. La production de biens industriels et de services compte pour 5,2.

Depuis plusieurs années, le débat sur le changement climatique procède en quelque sorte du haut vers le bas. Ce fut d'abord une question planétaire prise en charge dans le cadre de l'ONU. La mise en œuvre du protocole de Kyoto s'est traduite ensuite par des plans nationaux et européens. On aborde maintenant la mise en œuvre de plans territoriaux au niveau des régions et des grandes collectivités. **C'est ainsi maintenant et maintenant seulement au plan local et**

concret que se pose la question de la rencontre indispensable des actions publiques et de la mise en mouvement des citoyens. Et là, il faut innover.

La Région Poitou-Charentes a donc décidé de lancer une procédure démocratique toute à fait nouvelle, l'Initiative Climat, qui consiste à interroger directement des acteurs de terrain quant aux conditions de réussite, avant l'élaboration de son Plan Initiatives Climat Poitou-Charentes.

Mais avant d'en présenter le processus et les conclusions, il est utile de cerner l'état général de l'opinion et de bien comprendre son cheminement.

✓ *Un long processus, de la sensibilisation à l'action*

Les sondages donnent de l'état de l'opinion une illustration claire. Le processus du changement climatique est maintenant perçu par l'essentiel de la population, surtout depuis le drame de la canicule de 2003. Néanmoins, cette compréhension reste partielle et entachée d'erreurs d'interprétation quant à ses causes, son ampleur et son rythme, faute de formation suffisante. **La dynamique temporelle du changement climatique est surtout difficile à percevoir puisque c'est sur ce point que portent les désaccords scientifiques.** Il en résulte inévitablement une difficulté à se projeter dans l'action. De plus, **les messages contradictoires des responsables économiques et politiques des médias et surtout de la publicité nourrissent le sentiment que le sujet est encore jugé comme non urgent au niveau des pouvoirs publics.** Enfin, si les activités, sources d'émissions de gaz à effet de serre, sont le plus souvent bien identifiées (les consommations d'énergie, le chauffage, les transports, certaines pratiques agricoles), leurs parts respectives et surtout les réponses possibles sont largement ignorées.

- L'acceptation des enjeux

Il est toutefois très positif qu'une fois l'ampleur et la gravité du sujet perçus, le comportement général de l'opinion qui s'ensuit est celui de l'acceptation d'une indispensable mutation de civilisation avec toutes les responsabilités que cela implique. On vérifie là des caractéristiques particulières à cette question du changement climatique :

- La stabilisation du climat, donc des conditions de vie sur terre constitue une obligation intransgressible ;
- Elle implique un retour du politique au plus haut niveau ; le marché ne peut prendre en compte une telle obligation globale ; en face d'un mouvement de dérégulation alimenté par la mondialisation de l'économie s'affirme ainsi un besoin de rerégulation ;

Mais, il faut bien constater ensuite une grande difficulté à appréhender secteur par secteur les changements nécessaires. A ce stade là, filtrent de vraies différences d'appréciation. Certains mettent en avant la technologie, d'autres pointent la nécessité de politiques publiques notamment d'investissement dans les infrastructures quand une dernière catégorie attend plutôt un changement exigeant de comportements individuels.

- Les conditions d'un passage à l'acte

La question principale est maintenant d'identifier les moyens de mettre en mouvement le plus rapidement possible l'ensemble de la société à tous les niveaux de responsabilité, sachant que plus le virage sera engagé tôt, mieux la transition se passera.

Il est donc particulièrement important de définir les phases à franchir entre la découverte d'une telle question et son inscription dans une action quotidienne. Il serait simpliste de croire qu'il y a un passage immédiat à l'action dès lors que la sensibilisation est acquise. Dans la réalité, la réaction immédiate après la prise de conscience d'un danger grave, avant d'avoir encore identifié les solutions, est d'engendrer de l'angoisse. Les réactions de défense qui en découlent peuvent être aussi bien le déni, la minimisation que la fuite.

La question qui se pose donc aux responsables publics est donc d'identifier comment aider chacun dans sa prise en charge d'une question aussi lourde. Un processus à trois composantes s'avère nécessaire :

- D'abord, faciliter la connaissance de ce mécanisme de changement climatique notamment son ampleur, son rythme, ses impacts et l'inévitable adaptation nécessaire ;

- Ensuite, **aider chacun**, à son niveau d'intervention, à bien percevoir où se situent ses propres émissions de gaz à effet de serre et à en **identifier l'importance** relative ;
- Et bien sûr enfin, identifier la **combinaison d'actions tant individuelles que collectives dans lesquelles s'engager** pour réduire ces émissions, qu'elles concernent les technologies, les investissements ou les comportements.

✓ *Une panne d'imaginaire du long terme*

Il résulte inévitablement de cette difficulté à articuler les actions à engager, entre secteurs d'activité, entre l'individuel et le collectif, entre le national et le local... un imaginaire du long terme particulièrement brouillé. Cela concerne aussi bien les choix technologiques, les marges de manœuvre, la répartition des actions à engager entre les acteurs sur le terrain et leurs impacts sur l'économie. Bien évidemment, cette vision brouillée du futur accroît encore l'inertie des comportements.

Aujourd'hui, l'opinion n'a pas en général la conviction qu'il existe un scénario qui puisse réussir à stabiliser le climat tout en offrant à chacun une vie satisfaisante dans un espace de liberté démocratique. Comment dans ce contexte pour un jeune aujourd'hui construire sa vie dans son siècle ? Quelles règles de vie adopter dans tel brouillard ?

Cette absence générale de vision retarde la mise en mouvement individuelle et collective. Avancer de tels scénarios n'est évidemment pas de la responsabilité des collectivités territoriales, mais bien de celle de l'Etat.

✓ *La déficience des médias nationaux*

L'aspiration à cette profonde mutation est confrontée à l'ambivalence de l'un des acteurs majeurs des sociétés industrielles : les médias. Les médias abordent largement des questions ayant trait au changement climatique mais avec les contradictions majeures soulignées dans les ateliers d'élaboration du Livre Blanc « Achats et comportement » et « Education et formation » notamment :

- Des émissions de télévision de grande qualité décrivent des phénomènes climatiques aux qualités cinématographiques évidentes et bien évidemment les grandes catastrophes dévastatrices ;
- La négociation internationale dans le cadre de l'ONU y est traitée sporadiquement ;
- Mais les médias audiovisuels, financés principalement par les publicités, distillent un discours général très individualiste, sur le mode : « Consomme et jouis sans contrainte » ; toute démarche morale qui viendrait exprimer des nécessités collectives y est évacuée comme tentative de culpabilisation ;
- Et surtout enfin, **aucun travail n'est fait en direction de la présentation des politiques** de lutte contre le changement climatique, malheureusement complexes à exposer.

Il en ressort une contradiction entre la reconnaissance du problème et un discours global de désarmement des comportements en fonction de l'intérêt des marques. L'opinion est dès lors écartelée entre l'apport répété de preuves du changement climatique et l'absence d'itinéraire clair proposé pour l'éviter. Cela pèse évidemment sur la capacité à agir des acteurs à tous les niveaux. Il sera dès lors décisif d'intervenir auprès des médias notamment locaux.

Deux efforts de formation s'avèrent indispensables au-delà de la formation initiale essentiellement de responsabilité nationale : la **formation professionnelle continue** et surtout la **formation du citoyen** en termes de culture scientifique tout au long de sa vie.

✓ *La compréhension de la portée des actes*

Bien évidemment, on ne peut gérer son compte en banque sans savoir compter. C'est pourtant la situation où chacun d'entre nous est placé devant ce changement climatique. Personne ne connaît pour le moment son niveau d'émission de gaz à effet de serre, sa ventilation entre ses différents actes quotidiens. Toute injonction à agir pour le climat et même toute motivation personnelle sincère ne peuvent effacer cette ignorance.

On verra plus loin, à travers la synthèse du travail des ateliers d'élaboration du Livre Blanc, à quel point cette nécessité pour chacun de comprendre la portée de ses actes s'est révélée la clé de toute évolution future des comportements. **Mieux comprendre ses émissions doit dès lors constituer une priorité éducative et culturelle centrale.**

✓ ***Le chemin de la mutation possible concernant les comportements***

La perspective de transformation des comportements peut toutefois être ressentie comme une pression sur la liberté individuelle, si elle est imprécise et globale. Pourtant, chacun sait bien que le mode de vie occidental n'est pas généralisable à toute l'humanité. Une des expressions les plus saisissantes est la notion d'empreinte écologique proposée par le WWF, selon laquelle la généralisation du mode de vie européen à la totalité de l'humanité exigerait trois planètes et six planètes pour le mode de vie américain.

Deux tendances totalement contradictoires marquent les comportements. D'une part, une tendance à l'uniformisation sous l'impulsion des médias et de la publicité des marques, dont les marchés sont d'horizon planétaire. D'autre part, ces modes de vie dispendieux ne sont pas accessibles à l'ensemble de l'humanité, ni même, en France, à toutes les couches sociales. Il en ressort une volonté croissante qui s'exprime dans tous les champs de la vie sociale, en faveur de la solidarité avec les plus faibles, de l'acceptation de l'impôt pour financer les services collectifs et en faveur de modes de vie au moindre impact sur l'environnement et la santé.

Parvenir à faire évoluer les comportements individuels ne sera possible que si un gros effort de culture scientifique est engagé, suivi d'un débat qui aide chacun à se projeter sur le long terme.

La transformation profonde des comportements n'est donc réalisable que si elle est fortement corrélée avec des avancées prises en charge par les pouvoirs publics et les acteurs économiques. La condition majeure de ces évolutions de comportement consiste à concilier le plaisir de vivre, le respect des choix individuels et la réduction des impacts environnementaux, L'interdiction ne peut être le moyen d'infléchir les comportements que pour les impacts jugés graves. Pour l'essentiel des conduites quotidiennes, un compromis doit être trouvé par chacun entre les sources individuelles de plaisir et la limitation des impacts. Comme on l'a vu plus haut, cela suppose d'abord un progrès collectif massif de connaissance de ces impacts, une communication forte en direction des personnes par les pouvoirs publics et une inscription dans les prix des impacts que la collectivité devra gérer en aval (via notamment la fiscalité) pour orienter les choix. Il faut donc en quelque sorte apprendre à chacun à gérer un quota individuel maximal de pollution possible, à charge pour lui de ventiler ses actes de consommation à l'intérieur de cette enveloppe en fonction de ses préférences personnelles.

La communication doit porter ensuite sur une description précise, imagée et valorisante des comportements individuels adaptés à ce siècle. Elle a pour finalité d'amener chacun à construire les compromis personnels entre recherche du plaisir de vivre et réduction des impacts négatifs. Cette construction contrebalance des choix qui peuvent apparaître comme des renoncements et qui impliquent une plus grande vigilance quotidienne par une réduction de l'angoisse en se sentant davantage solidaire avec la collectivité humaine.

Il apparaît essentiel d'avoir une meilleure compréhension de la portée de ses choix par un conseil de proximité dégagé de tout intérêt commercial. C'est dans cet optique que le réseau des Espaces Info Énergie a été créé. Il permet aux ménages d'avoir un conseil direct et personnalisé pour économiser l'énergie et réduire les émissions de gaz à effet de serre.

En outre, dans un grand nombre de cas, la réduction des pollutions passe par des priorités collectives qui réduisent puissamment les impacts comme l'utilisation des transports en commun ou le tri des déchets. La communication publique doit fortement valoriser ces actes.

✓

L'articulation de solutions complexes

Il faudra savoir articuler des avancées technologiques, des priorités d'investissements publics comme industriels et des changements profonds de comportement. Ces trois catégories de réponse devront être engagées simultanément et il faudra résister à la tentation de miser sur une seule. Par exemple, soit sur la technologie pour contourner la difficulté de transformer les comportements, soit sur la réponse fondée sur le marché pour éviter d'engager des investissements publics et donc faire appel à l'impôt, soit enfin de tout faire peser sur les comportements individuels pour en exonérer des acteurs économiques confrontés à une vive concurrence internationale.

D'abord, la technologie qui a permis durant ces trente dernières années une amélioration de la productivité des usages de l'énergie de l'ordre de 30%² présente des potentiels de réduction des émissions renouvelés par les efforts de recherche. Mais les changements de procédés ou d'énergie ont leurs limites et peuvent parfois se traduire par la substitution d'une pollution ou d'un risque par un autre.

La réduction des émissions de gaz à effet de serre va rendre **nécessaire l'engagement d'investissements très lourds : la réhabilitation de l'ensemble du parc bâti pour en améliorer l'isolation, la construction d'infrastructures de transport alternatives à la route ou le développement des énergies renouvelables**. Compte tenu d'une programmation nécessairement étalée dans le temps et de la durée des chantiers, il faudra plusieurs décennies pour en tirer toutes les réductions d'émissions.

L'effet de serre va aussi appeler une modification profonde des règles de management tant public que privé pour que les choix d'achat ou d'investissement tiennent compte des enjeux de long terme. Il faudra aussi des comportements d'usage de chacun également plus vigilants.

L'une des caractéristiques les plus importantes de la lutte contre le changement climatique est bien **qu'il n'existe pas une solution massive applicable à tous les pays puis à tous les secteurs. Le succès ne pourra que résulter que d'une transformation en profondeur impliquant la technologie, les priorités économiques et les comportements**. Cette complexité doit être assumée. **Elle exige un débat intense et particulièrement au niveau local.**

✓

Un besoin de prospective

Les bonnes conditions d'approvisionnement énergétique, les prix bas et même une surcapacité de production électrique entre 1985 et 2005 se sont traduits par un déclin des efforts de prospective. Le secteur de l'énergie est dorénavant pris en tenaille entre le changement climatique, une tension durable sur les ressources pétrolières et bientôt la nécessité de renouveler les équipements de production construits après le premier choc pétrolier (centrales charbon et nucléaires). Il y a nécessité d'un effort de prospective très ouvert, qui permette de visualiser les différents chemins possibles puis de hiérarchiser les priorités. Pour rendre appréhendables ces évolutions de long terme, les pouvoirs publics doivent présenter des scénarios de long terme contrastés et intelligibles. Ceux-ci constituent des supports indispensables pour comprendre les évolutions à venir de la société comme de sa propre vie personnelle.

On peut de ce fait **regretter que la prise en compte d'une division par quatre des émissions françaises à l'horizon 2050 dans la Loi d'orientation sur l'énergie de juin 2005 n'a été l'occasion d'aucun débat public.**

² - L'intensité énergétique exprime la quantité d'énergie nécessaire pour produire la même quantité de richesse au fil du temps. Elle est calculée en divisant la consommation d'énergie d'un pays par son Produit intérieur brut. Ainsi depuis 1973, l'amélioration des rendements des appareils, l'isolation des logements, le perfectionnement des procédés industriels et une meilleure gestion ont ainsi permis en France une réduction de 30 % de la consommation d'énergie par unité de richesse.

✓

Tout le monde sur le pont !

Le changement climatique va imposer une **mutation majeure de notre civilisation** dans les deux générations qui viennent. La réussite exige que chacun change son comportement. **Et l'adhésion de chacun à un chantier aussi vaste implique une avancée démocratique. Les cartes sont sur la table.**